

<https://www.pressegauche.org/Penurie-de-main-d-oeuvre-en-sante-et-services-sociaux-L-APTS-suspend-la>



**Pénurie de main-d'oeuvre en
santé et services sociaux -
L'APTS suspend la
consultation de ses membres
pour le renouvellement de la
consultation collective**

Date de mise en ligne : vendredi 24 septembre 2021



- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 24 sept. 2021 - L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) est consternée que le gouvernement Legault continue d'ignorer l'ampleur de la pénurie de main-d'oeuvre qui touche l'ensemble du réseau. En attendant une rencontre d'urgence avec le premier ministre, François Legault, et la présidente du conseil du Trésor, Sonia LeBel, l'APTS suspend son processus de consultation de ses membres pour le renouvellement de la convention collective.

« Nous avons demandé cette rencontre de la dernière chance pour trouver une voie de passage afin que l'ensemble des membres de l'APTS puissent obtenir les conditions de travail nécessaires à leur attraction et à leur rétention dans le réseau public. Le Secrétariat du Conseil du trésor nous a répété à plusieurs reprises à la table de négociation qu'il ne pouvait nous offrir plus, qu'il avait atteint sa limite. Mais nos délégué-e-s ont refusé de considérer l'offre du gouvernement comme une entente de principe. Avec l'annonce d'hier pour les infirmières, on constate en effet que le gouvernement a encore de la marge de manoeuvre pour améliorer l'attraction et la rétention de la main-d'oeuvre dans le secteur public. Nous avons par conséquent demandé au gouvernement de revoir son offre afin de prouver sa bonne foi et d'attaquer le problème à la source », annonce Robert Comeau, président par intérim de l'APTS, lors de la conférence de presse.

Les mesures annoncées hier ne visent qu'une catégorie d'emploi et n'auront aucun effet pour diminuer la surcharge de travail dans les laboratoires, dans les salles d'imagerie médicale et de médecine nucléaire, dans les centres jeunesse, dans les services à domicile, en santé mentale et dans les autres secteurs névralgiques où les listes d'attente s'allongent constamment. Il va sans dire que cette annonce a suscité la colère et l'indignation des 60 000 membres que l'APTS représente.

« Ce n'est que lorsque le premier ministre Legault et le ministre de la Santé et des Services sociaux, Christian Dubé, comprendront que le réseau n'est pas uniquement constitué d'infirmières, de préposé-e-s aux bénéficiaires et de médecins que nous arriverons à changer véritablement le modèle de gestion et à améliorer l'attraction et la rétention du personnel. Pour diminuer la surcharge de travail qui pousse des centaines de salarié-e-s à quitter le réseau public et afin de réduire les listes d'attente qui empêchent la population d'avoir accès aux services dont elle a besoin, il faut avoir une vision globale. Ce n'est pas un médecin ou une infirmière qui peut effectuer les analyses sanguines, faire passer une résonance magnétique, assurer l'application des mesures en protection de la jeunesse, ajuster une prothèse, et j'en passe. Ce sont des professionnel-le-s et des technicien-ne-s de la santé et des services sociaux qui le font », a lancé Robert Comeau.

Les oeillères que porte le gouvernement Legault depuis le début de la pandémie créent une scission malsaine entre professions qui empêche la mobilisation nécessaire pour rebâtir un réseau public accessible, de qualité et sécuritaire. Sans compter que cette politique de division, exploitée depuis le début par le gouvernement, ne fait qu'alimenter un sentiment d'aliénation et augmenter la démobilisation du personnel dans le réseau public.

« Le gouvernement Legault manque à nouveau de respect à des milliers de travailleurs et de travailleuses du réseau de la santé et des services sociaux. En les excluant sciemment des mesures d'attraction et de rétention dont ces personnes ont aussi besoin, il vient ni plus ni moins leur indiquer la porte vers le privé. Au final, c'est la population qui paiera la note pour ce manque gouvernemental de vision et de cohérence », conclut le président de l'APTS.